

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MONTMEYAN
N°2025-06-004

Nombre de Conseillers :

En exercice : 14

Présents : 9

Votants : 13

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Montmeyan, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Louis REYNIER, Maire.

Date de la convocation du Conseil Municipal : **17 novembre 2025**

Présents : **REYNIER Louis, BEGLIUOMINI Yves, SAINT-MARTIN René, BREMOND André, MARQUEZ Jean-Louis, DAUPHIN Denis, TRAMBAUD Christophe, GUILLEMETTE Isabelle, BURLE Gilbert.**

Absents représentés : **CARLU Corinne** pouvoir à Isabelle **GUILLEMETTE**, **Mélanie SOULLE** pouvoir à **Christophe TRAMBAUD**, **SOLEIL Patrick** pouvoir à Louis **REYNIER**, **PAULET Bernard** pouvoir à Gilbert **BURLE**.

Absents : **Valérie HARALAMB**

Secrétaire de séance : **Isabelle GUILLEMETTE**

Objet: Approbation de la procédure de déclaration de projet important mise en compatibilité du PLU

- Vu** le code l'urbanisme et notamment les articles L 153-54 et suivants ;
- Vu** le Plan Local de l'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du **5 mars 2020** ;
- Vu** la modification n°1 simplifiée du Plan Local de l'Urbanisme approuvée le **12 avril 2021** ;
- Vu** la modification n°2 simplifiée du Plan Local d'urbanisme approuvée le **8 décembre 2022** ;
- Vu** la délibération du conseil municipal en date du **8 décembre 2022** approuvant la révision à objet unique n°1 du PLU ;
- Vu** le courrier du Sous-Préfet daté du **10 février 2023** portant recours gracieux sur la délibération d'approbation de la révision à objet unique n°1 du PLU ;
- Vu** la délibération du conseil municipal en date du **12 avril 2023** retirant la délibération d'approbation de la révision à objet unique n°1 du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du **22 juillet 2024** engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

Vu la concertation du public qui s'est déroulée en mairie du **24 mars 2025 au 26 aout 2025**

Vu le procès-verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées qui s'est tenu le **10 juillet 2025 ;**

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale publié le **6 aout 2025**

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) à la suite de la séance du 17 juillet 2025,

Vu le courrier de réponse à l'avis de le CDNPS, adressé par Monsieur le Maire à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) le **23 octobre 2025,**

Vu la décision du tribunal administratif de Toulon en date du **22 juillet 2025** désignant Monsieur Michel MILANDRI en qualité de commissaire enquêteur,

Vu l'arrêté municipal n°**2025-020 du 25 aout 2025** portant ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du **16 septembre 2025 au 16 octobre 2025,**

Vu le procès-verbal rédigé par le commissaire enquêteur et remis à Monsieur le Maire le **16 octobre 2025,**

Vu la réponse de Monsieur le Maire au procès-verbal, transmise par voie dématérialisée au commissaire enquêteur le **22 octobre 2025,**

Vu le rapport, les conclusions et l'avis motivé du Commissaire Enquêteur remis à la commune le **25 octobre 2025,**

Vu l'avis « *favorable* » émis par le commissaire enquêteur, assorti de deux recommandations ;

Vu la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dont les pièces règlementaires (*règlement écrit et graphique*) ont nécessité une évolution à la suite de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées et à l'avis du Commissaire Enquêteur ;

Vu le rapport de présentation dont l'évaluation environnementale (documents 1.b, 1.c et 1.d) complété pour répondre aux demandes de l'autorité environnementale (MRAe) et des Personnes Publiques Associées. Un chapitre a notamment été créé dans le document 1.c correspondant à la prise en compte de l'avis de la MRAe dans le document.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal,

Considérant que la municipalité et la société Engie Green échangent depuis plusieurs années sur le projet de centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « Bramadou » qui avait fait l'objet d'une procédure de révision à objet unique dont la délibération d'approbation a été retirée en 2023 à la demande de Monsieur le Préfet.

Considérant que le projet de centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « Bramadou » a fait l'objet d'études complémentaires et a pris en compte les ajustements demandés par les services de l'Etat, telles que la réduction

de sa superficie et la prise en compte des demandes de la paysagiste conseil,

Considérant que le projet présente un intérêt général dans la mesure où il participera à la recherche d'atteinte des objectifs régionaux de production énergétique et que cet intérêt général a été justifié dans le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU,

Considérant que la procédure de mise en compatibilité du PLU par la déclaration de projet est compatible avec les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU approuvé en 2020, et que ce point a été justifié dans le rapport de présentation de la procédure soumis à l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées et à enquête publique,

Considérant que la procédure de mise en compatibilité du PLU par la déclaration de projet est compatible avec les critères d'implantation des centrales photovoltaïques au sol définis dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT Provence Verte Verdon et que cette compatibilité a été présentée lors de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées,

Considérant que lors de l'examen conjoint, dont le procès-verbal a été transmis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées, les personnes publiques présentes n'ont pas émis d'avis défavorables mais réservés sur la procédure et que ce procès-verbal et ses annexes ont été portés à l'enquête publique.

Considérant que à la suite de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, à la saisine de l'Autorité Environnementale et aux conclusions et avis du commissaire enquêteur, les pièces règlementaires (règlement écrit et graphique) du dossier ont été modifiées pour identifier les terrains concernés par les mesures de compensation environnementales du projet et réglementer les occupations et utilisations autorisées dans ces espaces de compensation (document 4.1.3 du PLU mis en compatibilité),

Considérant que à la suite de l'avis défavorable de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ; Monsieur le Maire a transmis une réponse à cet avis à la DDTM et que cette réponse a été transmise au commissaire enquêteur en réponse à son Procès-Verbal de Synthèse et reportée dans le rapport de présentation de la procédure (document 1.b),

Considérant que la Commission de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) ne s'est pas auto-saisie sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et n'a par conséquent pas émis d'avis,

Considérant que la procédure a fait l'objet d'une concertation du public tout au long de la procédure, que cette concertation n'a conduit au recueil d'aucune observation ou question du public et que le bilan de cette concertation a été joint au dossier d'enquête publique.

Considérant que l'enquête publique a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU,

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et sur l'intérêt général du projet assorti des recommandations suivantes :

- *Recommandation n°1* : Le projet de centrale photovoltaïque BRAMADOU ne sera d'intérêt général que s'il est respectueux de l'environnement, et que les mesures ERC sont concrètement exécutées par le porteur du projet.
- *Recommandation n°2* : Le Maître d'Ouvrage pourra inciter le porteur du projet à organiser la tenue d'une réunion publique en amont de l'enquête publique liée à la procédure de permis de construire. La commune pourrait mettre en place une concertation comme dans le ce dossier.

Considérant que le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

**le Conseil Municipal à l'unanimité
des membres présents et représentés :**

- **Déclare** l'intérêt général du projet de création de la centrale photovoltaïque au sol présenté dans le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme
- **Approuve** la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme tel qu'elle est annexée à la présente délibération ;

La Présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'agriculture,
- Au Président de la Communauté de Communes Provence Verdon,
- Au Président du Syndicat Mixte Provence Verte Verdon en charge du SCOT,
- Aux Maires des communes limitrophes,
- Au Centre Régional de la Propriété Forestière,

- A l'institut des Appellations d'origine Contrôlée

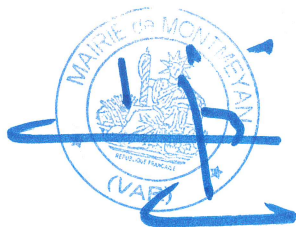
La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois ; la mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

Conformément à l'article L133-5 du Code de l'urbanisme et à l'ordonnance n°2021-1310 du 7.10.2021, la transmission au Préfet de la présente délibération et du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU qui l'accompagne s'effectuera via le Géoportail de l'urbanisme. La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU deviendra exécutoire après ce téléversement sur le Géoportail de l'urbanisme.

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Louis REYNIER,
Maire de Montmeyan

Isabelle GUILLEMETTE,
Secrétaire de séance



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Isabelle Guillemette, the Secretary of the meeting.

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération et rappelle que conformément aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat, devant le tribunal administratif de TOULON, par voie postale au 5 rue Racine – CS40510 – 83041 TOULON Cedex 9, ou par voie dématérialisée sur l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-
préfecture le
et publication ou
notification du :